

Annexe 4

Avis de saisie

Poursuite N°

(à rappeler dans toute communication)

SPECIMEN

A la réquisition du créancier le Dr Paul Ordonnance

Il sera procédé à la saisie le 23 septembre 1997

au domicile du débiteur
Mme Julie Narien

Vous êtes rendu attentif aux dispositions ci-après de la loi sur la poursuite :

Art. 91. Le débiteur est tenu, sous les peines de droit, d'assister à la saisie ou de s'y faire représenter, comme aussi d'indiquer jusqu'à due concurrence tous les biens qui lui appartiennent, créances et autres droits compris, même ceux qui ne sont pas en sa possession. (Art. 323 al. 1 et 2 du Code pénal suisse).

A la réquisition du fonctionnaire, le débiteur est tenu d'ouvrir ses locaux et ses meubles. La force publique peut être requise au besoin.

Art. 96. Il est interdit au débiteur, sous peine de droit, de disposer des biens saisis sans la permission du préposé. Le fonctionnaire saisissant le rend attentif à cette prescription (Art 169 du Code pénal suisse).

Sous réserve des effets de la possession acquise par les tiers de bonne foi, les actes de disposition accomplis par le débiteur sont nuls dans la mesure où ils lèsent les droits que la saisie a conféré aux créanciers.

La dissimulation d'objets est réprimée conformément à l'Art. 164 du Code pénal suisse.

Lorsqu'un débiteur s'est abstenu, sans excuse suffisante, de paraître lors de la saisie, et ne s'y est pas fait représenter, l'office des poursuites peut le faire amener par la police aux fins d'obtenir des renseignements.

Insaississabilité

Voir au verso les dispositions légales relatives aux objets et droits insaisissables. En cas de violation préten due de ces dispositions, le débiteur doit porter plainte auprès de l'autorité de surveillance compétente dans les dix jours dès la notification de la copie du procès verbal de saisie, sinon, il sera censé admettre la saisie.

Office des poursuites :

1. Présenter cette pièce à l'Office en venant payer
2. Lors de la saisie, présenter, cas échéant, la police d'assurance ainsi que l'ordre de fourniture des véhicules automobiles et remorques qui seraient soumis à la réquisition de l'armée.
3. Les lettres adressées aux offices des poursuites doivent être affranchies. Ajoutez s'il y a lieu un timbre pour la réponse.
4. En cas de paiement par poste avant la saisie, avisez téléphoniquement l'Office des poursuites afin de vous éviter les frais d'exécution.
5. Le versement d'un acompte ne suspend pas la saisie.

For de la poursuite /art. 46 à 52 LP)

1. Poursuite par voie de saisie ou de faillite : le for des la poursuite se trouve :
 - a. Pour les personnes capables d'agir : à leur domicile
 - b. Pour les mineurs : au domicile du détenteur de l'autorité parentale
 - c. Pour les personnes sous tutelle : au siège de l'autorité tutélaire
 - d. Pour les personnes morales et les personnes inscrites au registre du commerce : au siège social indiqué en dernier lieu par les publications de la « Feuille officielle suisse du commerce »
 - e. Pour les personnes morales non inscrites : au siège principal de leur administration
 - f. Pour les indivis à défaut de représentant : au lieu où ils exploitent l'indivision en commun
 - g. Pour la communauté des propriétaires par étages et autres propriétaires d'immeubles : au lieu de situation de l'immeuble
 - h. Pour le débiteur qui n'a pas de domicile fixe : au lieu où il se trouve
 - i. Pour les successions : au lieu où le défunt pouvait lui-même être poursuivi à l'époque de son décès
 - j. Pour le débiteur domicilié à l'étranger qui possède un établissement en Suisse : au siège de l'établissement
 - k. Pour le débiteur domicilié à l'étranger qui a élu domicile en Suisse pour l'exécution d'une obligation : au domicile élu.

2. Poursuite en réalisation de gage mobilier : la poursuite s'opère au for selon ch. 1 ou au lieu où se trouve le gage.
3. Poursuite en réalisation de gage immobilier : la poursuite s'opère au lieu de situation de l'immeuble.
4. Poursuite après séquestre : la poursuite s'opère au for selon ch. 1 ou au lieu où l'objet séquestré se trouve, à moins que le créancier n'ait introduit une poursuite ou une action déjà avant l'ordonnance de séquestre (art. 259 al. 1 LP).

Avis

Les réquisitions de poursuite peuvent aussi être faites pendant les fêtes et la suspension des poursuites.

Frais de poursuite

1. Le créancier fait l'avance des frais de poursuite, mais il a le droit de les prélever sur les premiers versements du débiteur. L'office peut différer toute opération dont les frais n'ont pas été avancés, à la condition d'en aviser le créancier, en lui fixant un délai convenable pour effectuer l'avance réclamée. Si le créancier ne s'exécute pas dans le délai, il est réputé avoir renoncé à l'opération requise.

Insaisissabilité

1. Principe général du canton de Genève

Les gains ne peuvent être saisis que déduction faite de ce que l'Office estime indispensable au débiteur et à sa famille, c'est-à-dire le minimum vital.

Ce principe ne souffre d'exception que lorsque la poursuite a pour cause un subside alimentaire qui est lui-même indispensable au créancier.

2. Base mensuelle

Pour la nourriture, les vêtements et le linge, ainsi que pour leur entretien, soins corporels, frais culturels, l'éclairage, la force électrique ou le gaz destiné à la cuisson, la quotité indispensable du revenu du débiteur, insaisissable au sens de l'article 93 LP, s'établit en règle générale comme suit :

pour une personne seule	
vivant chez des proches	CHF 1'015.-
ne vivant pas chez des proches	CHF 1'190.-
pour deux personnes adultes formant un ménage	CHF 1'535.-

entretien des enfants

s'ils sont âgés de moins de 6 ans	CHF 285.-
s'ils sont âgés de 6 à 12 ans	CHF 340.-
s'ils sont âgés de 12 à 16 ans	CHF 455.-
s'ils sont âgés de plus de 16 ans	CHF 535.-
pour les enfants hors de l'école exerçant une activité, un supplément de 25 % sera accordé. Ce supplément est en principe destiné à l'enfant. Il y a lieu de tenir compte, dans le calcul du gain net, de l'ensemble des dépenses, éventuellement des charges fiscales, incombant aux enfants mineurs.	

3. Suppléments au minimum d'existence

A ces montants s'ajoutent :

Le loyer effectif d'un logement ou d'une chambre (sans frais d'éclairage, de courant électrique ou gaz de cuisson, parce que déjà inclus dans le minimum d'existence).

Les cotisations sociales (pour autant qu'elles n'aient pas été déjà imputées sur le salaire) telles que : AVS AI AC, caisse maladie et de pension.

Les dépenses indispensables à l'exercice d'une profession, soit : **Surplus de nourriture indispensable** pour travaux pénibles, travail en équipe, travail de nuit, ainsi que pour les débiteurs effectuant de longs déplacements : CHF 8.- par jour de travail. **Dépenses pour repas en dehors du domicile** : dépenses supplémentaires justifiées pour la nourriture, qui ne sont pas prises en charge par l'employeur : CHF 14.- pour chaque repas principal. **Usure rapide des vêtements** ou frais élevés de blanchissage.

Pour les **déplacements au lieu de travail**, sont prises en considération les dépenses effectuées pour le chemin de fer, tram, autobus, automobile postale ou autres moyens de transports publics.

Lorsque l'emploi d'un véhicule automobile est indispensable, il y a lieu de tenir compte des frais fixes et courants à l'exception de l'amortissement (ATF 104 III 73 c.2 ; 108 III 65 c.3). Selon le type d'automobile et l'éloignement entre le domicile et le lieu de travail, ce montant est fixé entre CHF 250.- et CHF 600.- par mois.

Les contributions d'entretien ou d'assistance dues en vertu de la loi ou d'une obligation morale envers des personnes vivant en dehors du ménage du débiteur, qui ont immédiatement précédé la saisie.

Les frais d'instruction des enfants

Les versements pour l'achat ou la location d'objets de stricte nécessité :

Les dépenses pour soins médicaux, pharmacie, accouchement et déménagement-

4. Prescriptions spéciales concernant le calcul des ressources du débiteur

Participation des revenus du conjoint (art. 163 CC).

Participation des revenus d'enfants mineurs (art. 323 al. 2 CC) et majeurs faisant ménage commun.